

## Burundi/dialogue : L'Envoyé spécial du SG de l'ONU exprime son optimisme

@rib News, 14/07/2017 &ndash; Source Xinhua L'Envoyé Spécial du secrétaire général de l'ONU, l'ancien président du Burkina Faso, Michel Kafando, a terminé jeudi la première série de consultations avec les acteurs nationaux et les partenaires multilatéraux du Burundi et s'est déclaré optimiste. Dans un communiqué de presse publié jeudi, il affirme "avoir noté un engagement positif de part et d'autre et une avancée notable des efforts entrepris pour aplanir les différends politiques et se déclare optimiste quant à l'issue du dialogue politique en cours qu'il voudrait voir le plus inclusif possible afin de donner plus de chances de parvenir à des résultats constructifs et durables".

Il fait savoir qu'il s'apprête à briefer le Conseil de Sécurité sur les résultats de sa tournée et que le facilitateur dans la crise burundaise, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, pourra prendre part à ce briefing prévu, en principe, le 26 juillet 2017. M. Kafando a débuté sa tournée dans la région par une visite de courtoisie aux autorités burundaises, à commencer par le président Pierre Nkurunziza, du 27 au 29 juin 2017. Il s'est ensuite rendu à Dar-Es-Salam en Tanzanie où il a rencontré le facilitateur du dialogue politique inter-burundais en date du 30 juin 2017 avec qui il a eu des échanges "très fructueux", l'ancien président burkinabè ayant même profité de l'occasion pour féliciter son hôte pour le travail déjà accompli et qu'il a apprécié. Après Dar es-Salam, il s'est rendu à Addis-Abeba la capitale éthiopienne, siège de l'Union Africaine où il a séjourné du 3 au 4 juillet 2017 durant les travaux du 29ème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de cette organisation panafricaine. A Addis-Abeba, il dit avoir eu des entretiens d'un grand intérêt avec différentes personnalités autour du dossier. Il est revenu à Bujumbura où il a rencontré divers acteurs concernés par le dialogue politique inter-burundais du 7 au 13 juillet 2017. Le Burundi traverse depuis fin avril 2015 une crise politique née de la volonté du parti au pouvoir de désigner le président Nkurunziza pour briguer un troisième mandat successif non prévu par la Constitution et en contradiction avec l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation du Burundi, accord vieux de 17 ans.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});